



EVALUATION MULTISECTORIELLE DANS LES DEPARTEMENTS DU SUD ET DE LA GRAND'ANSE (2)

HAÏTI

RAPPORT

JUIN 2017



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Photo de couverture : © REACH – Mai 2017

A propos de REACH

REACH est une initiative conjointe de deux organisations non-gouvernementales internationales, ACTED et IMPACT Initiatives, et du Programme Opérationnel des Nations Unies pour les Applications Satellitaires (UNOSAT). REACH a été créée en 2010 afin de développer des outils et des produits d'information qui contribuent à renforcer les capacités des acteurs et de faciliter la prise de décisions dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. L'ensemble des activités de REACH est mené en appui et au sein des mécanismes inter-agences de coordination établis au niveau local, régional et global. Pour plus d'informations visitez notre site web : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à l'adresse : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter @REACH_info.

RESUME

Plus de six mois après l'ouragan Matthew ayant frappé la partie sud-ouest d'Haïti dans la nuit du 3 au 4 octobre 2016, de nombreuses personnes continuent de vivre dans des conditions précaires malgré la mobilisation des acteurs humanitaires qui perdure.¹ Peu d'informations sont disponibles quant au niveau de relèvement des communautés touchées par l'ouragan. Pour combler ces lacunes en termes d'information sur les besoins et contribuer à définir les priorités, REACH, suite à sa première évaluation menée en octobre et novembre 2016, a conduit une deuxième évaluation multisectorielle dans les départements du Sud et de la Grand'Anse entre le 24 avril et le 5 mai 2017.² Cette évaluation avait pour objectif de refaire un bilan des besoins et de la vulnérabilité des populations de la zone par rapport à la situation pré-ouragan et celle à la première évaluation, et ainsi informer la réponse post-urgence toujours en cours.

Une méthodologie quantitative d'échantillonnage aléatoire a été adoptée afin d'obtenir des résultats statistiquement représentatifs des ménages, selon des caractéristiques géographiques liées à leur lieu d'habitation : Grand'Anse ou Sud, zone rurale ou urbaine, zone située sur le littoral ou dans l'arrière-pays. Se basant sur ces caractéristiques (ou « strates »), les données ont ainsi été collectées auprès de 909 ménages dans 86 localités, tous sélectionnés de manière aléatoire.³ Les résultats sont représentatifs au niveau des différentes strates considérées avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 6%.⁴ Cependant, ils reposent sur les réponses fournies par les ménages et il convient de garder en tête que la possibilité de biais ne peut pas être écartée. Huit groupes de discussion avec un total de 82 informateurs clés (IC) ont également été conduits, afin d'aborder certains sujets plus en détails et de qualifier davantage les résultats des enquêtes ménages. Les données ont ensuite été triangulées avec les données secondaires disponibles.

Les résultats principaux de cette évaluation sont présentés ci-dessous en deux temps. Le premier vise à qualifier le profil de la population enquêtée, en mettant en évidence les différences notables constatées, sur la base de plusieurs critères (démographie, statut de déplacement, accès à l'aide humanitaire, etc.), tandis que le deuxième présente l'analyse sous forme de réponses aux questions de recherche (QR) qui ont structuré l'évaluation.

Profil des ménages

Dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, une proportion importante des ménages présentait des caractéristiques de vulnérabilité, dues à leur composition ou liées au déplacement. Les ménages étaient composés en moyenne de 6,1 individus, dont presque la moitié de mineurs. De plus, de nombreux ménages comptaient en leur sein des personnes dépendantes et/ou particulièrement vulnérables, telles que des personnes âgées dépendantes (30,5% des ménages), des femmes enceintes ou allaitantes (25,5%), ainsi que des personnes en situation de handicap dépendantes (19,3%). Parallèlement, la prévalence des déplacements de populations restait conséquente au moment de l'évaluation – plus de la moitié de la population était déplacée, retournée ou accueillait des déplacés. En effet, près de 10% (9,9%) des ménages ont indiqué être déplacés en dehors de leur localité depuis l'ouragan, nombre de ménages (36,5%) étaient retournés dans leur section communale d'origine après un déplacement de plus d'une semaine et 13,7% des ménages reportaient héberger au moment de l'évaluation une ou des personnes venues à la suite de l'ouragan. Ces proportions étaient généralement plus importantes à la Grand'Anse qu'au Sud.

La vulnérabilité des ménages était accrue par un niveau d'assistance reçue relativement faible, puisque la majorité des ménages (69%) a indiqué ne pas avoir bénéficié d'aide à la suite de l'ouragan. Cette proportion était plus forte

¹ OCHA, Bulletin Humanitaire numéro 64, Mai 2017.

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_haiti_bulletin_humanitaire_64_-_mai_2017.pdf

² REACH avait conduit une première évaluation multisectorielle dans les départements du Sud et de la Grand'Anse entre le 24 octobre et le 13 novembre 2016, disponible à travers le lien suivant (en anglais) : <http://bit.ly/2lcecb0>

³ Ces nombres incluent 468 ménages vivant dans 42 localités de la Grand'Anse et 441 ménages de 44 localités dans le département du Sud.

⁴ Les pourcentages se réfèrent à un sous-groupe (par exemple, le type d'aide reçue par les ménages ayant déclaré avoir reçu de l'aide) ou à une désagrégation plus poussée (par exemple, les ménages vivant dans une région rurale du département de la Grand'Anse) présente un intervalle de confiance plus bas et doivent donc être interprétés avec précaution.

au Sud (88%) qu'à la Grand'Anse (51,6%), potentiellement en raison d'une proportion de la population affectée par l'ouragan plus importante à la Grand'Anse et d'une priorisation de la réponse humanitaire en conséquence.⁵ Bien que la quasi-totalité des groupes de discussion ait mentionné avoir bénéficié d'assistance humanitaire, celle-ci a été unanimement décrite comme insuffisante en volume, voire parfois en qualité. Pour ceux ayant indiqué avoir bénéficié d'une aide, les distributions de nourriture constituaient très majoritairement le type d'aide reçu le plus courant, suivi par l'assistance en termes d'abris, l'aide financière et les soins de santé pour le choléra.

Les populations évaluées semblaient être relativement joignables, notamment par téléphone, auquel 78% des ménages interrogés avaient accès. Néanmoins, environ un tiers des ménages continuait de dépendre du bouche-à-oreille et/ou de mobilisateurs communautaires, et ce particulièrement à la Grand'Anse. Les principales sources d'information liée à la sécurité étaient identiques aux moyens de communication, bien que la prévalence du téléphone était plus faible, par rapport à la radio et au bouche-à-oreille (indiqués par respectivement 69,4%, 34,6% et 24,6% des ménages). Cette relative diminution peut être due à la perte de couverture du réseau téléphonique lors de catastrophes naturelles, comme ce fut le cas dans certaines parties du territoire haïtien après le passage de l'ouragan Matthew.

Réponses aux questions de recherche

Comme mentionné plus haut, l'enquête menée par REACH visait à répondre à plusieurs QR, toutes orientées sur une thématique spécifique :

QR 1 : Quel est le niveau de vulnérabilité socio-économique des ménages ?

Le niveau de vulnérabilité socio-économique des ménages révélé par l'évaluation est élevé, avec un faible niveau de relèvement depuis l'ouragan. La perte des moyens de subsistance engendrée par l'ouragan a eu un impact à la fois sur la sécurité alimentaire et les conditions de logement, tous deux apparaissant comme précaires.

En touchant une région principalement agropastorale, l'ouragan Matthew a conduit les populations du sud-ouest d'Haïti à se tourner vers des sources de revenu différentes de leurs sources de revenu traditionnelles, comme la vente de charbon, et qui sont toujours largement utilisées. Ainsi, 90,6% des ménages évalués ont indiqué une dégradation de leur situation financière suite à l'ouragan, avec un revenu moyen mensuel s'élevant à 2 281 gourdes haïtiennes (HTG), soit 36,49 dollars américains (USD)⁶. La proportion de ménages déclarant n'avoir aucune source de revenu avait presque quadruplé depuis le passage de l'ouragan (de 5,9% à 22,1%), tandis que les sources principales de revenu ont largement diminué, telles que l'agriculture (de 60,5% à 28,9%) et l'élevage (de 13,7% à 2,8%). Ces diminutions étaient particulièrement marquées dans le département de la Grand'Anse. De plus, les participants aux groupes de discussion ont souligné que des ménages présentaient un niveau d'endettement important, avec une augmentation de leurs dettes après l'ouragan en raison d'une incapacité à rembourser les semences et/ou marchandises achetées à crédit et détruites par l'ouragan. Au-delà de la charge que ces dettes représentent sur le budget mensuel des ménages, elles peuvent également freiner leur relèvement en les empêchant de relancer leur activité génératrice de revenu. On note par ailleurs le potentiel risque qu'elles leur font encourir et constituent par conséquent un danger en termes de protection. Ainsi, près de la moitié (45%) des personnes possédant une terre cultivable ont indiqué ne pas avoir pu planter au cours des six derniers mois, principalement en raison de la perte des outils et des semences suite à l'ouragan (81,1% d'entre eux).

Les conditions de logement restaient précaires, puisque six mois après le passage de l'ouragan, la plupart des dégâts causés n'avaient pas été réparés, ce qui peut constituer une préoccupation sécuritaire pour les ménages vivant dans ces logements. Ainsi, près de la moitié (43,5%) des ménages enquêtés ont indiqué que leur logement actuel était totalement détruit. Pour faire face, les ménages ont construit des abris de fortune en attendant de pouvoir réparer leur logement initial, comme expliqué lors des groupes de discussion. La vaste majorité de ceux devant effectuer des travaux de réhabilitation ou de reconstruction dans leur logement n'a pas commencé ou les travaux sont en attente. Cela peut être dû au manque d'accès aux matériaux et à la main d'œuvre nécessaires

⁵ Trouver source

⁶ Taux de change : 1 HTG = 0,0159978 USD, le 26 juillet 2017.

<http://www.xe.com/fr/currencyconverter/convert/?Amount=2281&From=HTG&To=USD>

pour les travaux, indiqué par plus de 90% des ménages ayant un logement détruit ou endommagé.⁷ De plus, seuls 17,5% des ménages ont indiqué avoir connaissance de techniques de reconstruction plus résistantes aux effets des aléas naturels et 7,8% d'entre eux disposent d'une personne dans leur entourage avec une telle connaissance. Cela signifie que la vulnérabilité des ménages face aux prochains aléas reste très élevée.

L'accès à une quantité suffisante de nourriture était problématique au moment de l'évaluation. Plus de la moitié des ménages (60,1%) ne mangeait qu'un seul repas par jour; 1,8% des ménages ont indiqué ne prendre aucun repas par jour. En plus de ce problème de quantité, les ménages avaient un régime alimentaire très peu varié, avec un score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) de 1,83, ce qui signifie un apport insuffisant en nutriments et peut ainsi présenter certains risques pour la santé.⁸ Le manque de ressources financières constituait la principale barrière d'accès à la nourriture (indiquée par 88,5% des ménages), suivi par la destruction de la production agricole causée par l'ouragan (9,8%). Un accès difficile aux marchés représentait un obstacle additionnel pour environ un tiers de la population (36,3%), qui a besoin de plus d'une heure pour accéder au marché le plus proche, principalement à la Grand'Anse (46,2%). Pour surmonter ces difficultés d'accès à la nourriture, les ménages ont adopté des stratégies d'adaptation négatives. Les plus communes étaient l'achat de nourriture à crédit (81,9% des ménages), la réduction du nombre de repas (30,4%) voire passer une journée sans manger (23,5%). Le partage de nourriture, l'appui des proches, le déplacement, et la vente de terre et de bétail pour acheter de la nourriture ont également été signalés lors des groupes de discussion.

QR 2 : Quelle est la situation actuelle de la population en termes d'accès aux services de base ?

L'accès aux services de base, déjà limité avant l'ouragan, n'avait pas entièrement été rétabli au moment de l'évaluation, ceux-ci étant souvent en nombre restreint et/ou éloigné. La dépendance envers des sources d'eau non améliorées et non traitées, doublée de l'absence de latrines sont apparues comme particulièrement problématiques et soulèvent d'importantes questions d'ordre sanitaire.

Bien que près de la moitié (46,9%) des ménages avait recours à une source d'eau améliorée comme source principale d'eau de boisson, 13,6% des ménages utilisaient une source d'eau non améliorée et 11,7% buvaient principalement de l'eau de surface. De plus, 16% des ménages ont indiqué ne pas traiter l'eau qu'ils consommaient. Ces résultats sont très préoccupants puisqu'ils démontrent un risque élevé de propagation des maladies véhiculées par l'eau. D'autant plus que la majorité des ménages (63,9%) n'avait pas accès à des latrines et pratiquait la défécation à l'air libre, ce qui constitue un risque de contamination de l'eau, en particulier à la Grand'Anse (78,9%). Enfin, la moitié (50,2%) des ménages considérait que la distance ou le temps d'attente aux points d'eau étaient problématiques, notamment dans le département de la Grand'Anse (57,5% comparé à 42,1% au Sud).

Environ la moitié des ménages enquêtés a constaté une dégradation de leur situation en termes de santé au cours des six mois précédant l'enquête, que ce soit au niveau de leur communauté en général (46,4%) ou plus spécifiquement au niveau de leur ménage (51,6%). Les problèmes de santé dans les ménages les plus mentionnés étaient la cholérite (37,1% des ménages), la malaria (29%), ainsi que la fièvre typhoïde (21,8%) et la diarrhée (21,2%). Le cholera a été mentionné par 9,6% des ménages. La vaste majorité des ménages (82,6%) a indiqué avoir accès à une structure de santé en moins d'une heure de marche. Le type de centre de santé le plus communément rapporté était néanmoins un dispensaire (34,3% des ménages), proposant des soins limités. Ainsi, seulement environ un quart des ménages (23,9%) avait accès à un hôpital de référence et environ la même proportion (26,9%) avait accès à un centre de santé local (avec ou sans lits). Au-delà de la distance et du manque d'infrastructures, le manque de personnel de santé (mentionné par 48,6% des ménages) et le manque de moyens financiers (40,2%) représentaient des barrières supplémentaires pour l'accès aux soins.

Lors de la première évaluation REACH, les écoles n'avaient pas encore repris leur fonctionnement normal, avec un nombre important d'entre elles détruites ou fortement endommagées, ou utilisées en tant qu'abri collectif.⁹ Au

⁷ Il est important de noter que seulement 8% des ménages ayant indiqué avoir reçu de l'aide ont déclaré avoir reçu une aide en termes d'abris. Cela peut être une raison supplémentaire expliquant le retard des travaux de réhabilitation et de reconstruction.

⁸ Le SDAM est compris entre 1 et 12, 12 démontrant une forte diversité alimentaire et 1 une très faible diversité. Pour plus d'information sur le SDAM : https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/HDDS_v2_French_2006_0.pdf

⁹ REACH, Hurricane Matthew Emergency Response Multisector Assessment, November 2016, <http://bit.ly/2lcecb0>

moment de cette deuxième évaluation, de nombreuses structures scolaires n'avaient pas encore été réparées. De plus, le nombre d'enfants scolarisés avait diminué depuis l'ouragan selon les participants aux groupes de discussion, en raison du manque de structures fonctionnelles, la perte de matériel scolaire et des uniformes à cause de l'ouragan, et l'impossibilité des parents de s'acquitter des frais scolaires. Enfin, bien que 41,4% des enfants étaient à moins de 30 minutes de marche de leur école, un quart des enfants mettait plus d'une heure, ce qui peut constituer un risque de protection et une barrière supplémentaire à la scolarisation des enfants.

QR 3 : La protection et la sécurité des ménages sont-elles à risque actuellement ?

Du point de vue de la protection des ménages affectés et leur sentiment de sécurité, les conséquences de l'ouragan Matthew se faisaient encore ressentir six mois après son passage. En particulier, peu de mesures semblaient avoir été prises pour assurer la sécurité des ménages et améliorer leur résilience en cas de future catastrophe naturelle.

Plus des trois-quarts (77,9%) des ménages interrogés ont déclaré ne pas se sentir en sécurité dans leur logement actuel, particulièrement dans le département de la Grand'Anse (83,7%), notamment du fait du mauvais état des logements (d'après 92,8% des ménages). Des risques d'expulsion ont également été évoqués lors des groupes de discussion, certaines personnes ayant construit des abris sur des parcelles qui ne leur appartiennent pas. Environ un tiers (37,5%) de la population a également estimé que le niveau de sécurité dans leur localité était faible, en particulier dans le département de la Grand'Anse (42%). Certains participants aux groupes de discussion ont ainsi mentionné des cas de viols et de violences basées sur le genre, ainsi que des problématiques liées à la promiscuité dans les abris de fortune. Il est important de souligner que 28,6% des ménages ont indiqué ne pas savoir à qui s'adresser en cas de problèmes sécuritaires ou de violences, tandis que le reste de la population a indiqué se tourner principalement vers les autorités locales ou religieuses (51,9% et 22,5% respectivement).

Selon l'enquête, la majeure partie de la population (68%) n'a pas mis en place de stratégies personnelles pour faire face aux futures catastrophes naturelles et seuls 1,9% des ménages ont mentionné avoir utilisé des matériaux plus résistants aux aléas climatiques pour la reconstruction de leur logement. Ces résultats montrent un manque de préparation important. Par conséquent, il est probable qu'un choc futur entraîne des conséquences et un niveau de destruction similaires, alors que la population est de fait plus vulnérable et moins résiliente.

QR 4 : Quels sont les besoins prioritaires des ménages ?

Les besoins prioritaires les plus mentionnés par les ménages reflètent les vulnérabilités présentées ci-dessus, avec la nourriture et les abris comme l'un des trois principaux besoins pour les trois-quarts des ménages (respectivement 77,3% et 75,3%), indicatif de la prééminence des barrières d'accès à la nourriture et du faible niveau de réparation et de réhabilitation des logements rapporté au moment de l'évaluation. Le travail, ou l'accès à une source de revenu, arrive ensuite (39,8%), suivi de l'accès à l'eau (29%) et aux services de santé (23,8%).

Conclusion

Les conséquences de l'ouragan Matthew continuaient de se faire ressentir six mois après son passage pour les populations du sud-ouest d'Haïti. Les stratégies mises en place n'avaient, au moment de l'évaluation, pas réussi à diminuer de manière notable le niveau de vulnérabilité socioéconomique des ménages et leurs besoins, notamment en termes de nourriture, de logement et d'accès aux services de base restaient considérables. Bien qu'aigue dans l'ensemble de la région, la situation des populations de la Grand'Anse apparaît plus critique.

D'après les résultats de l'évaluation, la relance de l'activité économique, notamment agricole, est essentielle pour améliorer les conditions de vie, et pourrait être soutenue par un accès renforcé aux outils, aux semences ainsi qu'à l'engrais. De plus, au vu de la faiblesse des stratégies de limitations des risques mises en place par les ménages, le besoin de formations, notamment aux techniques de construction plus résistantes, ou encore de sensibilisation, par exemple sur les risques liés à la consommation d'eau non traitée et/ou issue de sources non-améliorées, ressort des résultats de l'enquête.

TABLE DES MATIERES

RESUME	2
Profil des ménages	2
Réponses aux questions de recherche	3
Conclusion	5
Liste des acronymes	7
Liste des cartes, tableaux et graphiques.....	7
INTRODUCTION	8
METHODOLOGIE	9
Objectifs de l'évaluation.....	9
Entretiens avec les ménages.....	9
Groupes de discussion	10
Analyse des données	11
Limites	11
RESULTATS	12
Profil des ménages.....	12
Démographie	12
Déplacement.....	12
Aide humanitaire	13
Moyens de communication	13
Vulnérabilité socio-économique.....	14
Moyens de subsistance	14
Abris	16
Sécurité alimentaire	17
Accès aux services de base	18
Eau, hygiène et assainissement	18
Santé	19
Education.....	20
Protection et sécurité.....	21
Besoins prioritaires	22
CONCLUSION	23
ANNEXES.....	24

Liste des acronymes

HTG	Gourde haïtienne
IC	Informateur clé
JMP	Joint monitoring programme for water and sanitation
ONG	Organisation non-gouvernementale
QR	Question de recherche
SDAM	Score de diversité alimentaire des ménages
USD	Dollar américain

Liste des cartes, tableaux et graphiques

Carte 1 : Classification géographique des départements évalués.....	9
Carte 2 : Localités enquêtées lors de l'évaluation	10
Tableau 1 : Intervalle de confiance et marge d'erreur, par nombre de désagréations.....	10
Tableau 2: Localité des groupes de discussion, par caractéristiques géographiques.....	11
Tableau 3 : Classification des sources d'eau, selon les critères du <i>Joint Monitoring Programme for Water and Sanitation</i> (JMP) et proportion de ménages ayant recours à chaque type.....	18
Graphique 1: Composition des ménages	12
Graphique 2 : Proportion de ménages d'accueil depuis l'ouragan, par strate	13
Graphique 3 : Principaux types d'aide reçue par les ménages ayant indiqué avoir reçu de l'aide depuis l'ouragan, par département	13
Graphique 4 : Principaux moyens de communication accessibles et sources d'information liées à la sécurité du ménage	14
Graphique 5 : Principales sources de revenu des ménages avant et après l'ouragan, par département.....	15
Graphique 6 : Conditions des logements actuels selon les ménages, par département	16
Graphique 7 : Types de logement actuel des ménages évalués	17
Graphique 8 : Principales stratégies d'adaptation utilisées régulièrement pour pallier le manque de nourriture, par département	18
Graphique 9 : Proportions de ménages ayant accès aux produits hygiéniques pour femmes et pour enfants, par département	19
Graphique 10 : Structures de santé accessibles à moins d'une heure de marche, par département.....	20
Graphique 11 : Temps nécessaire pour aller à l'école	21
Graphique 12 : Niveau de sécurité dans les localités estimé par les ménages, par département.....	21
Graphique 13 : Besoins prioritaires les plus mentionnés, par département	22

INTRODUCTION

Dans la nuit du 3 au 4 octobre 2016, un ouragan de catégorie 4 sur l'échelle de Saffir Simpson a frappé la partie sud-ouest d'Haïti, touchant plus de 2,1 millions de personnes, et précipitant 1,4 millions en situation d'urgence humanitaire.¹⁰ Afin de soutenir la planification et la réponse humanitaire d'urgence, REACH a conduit en octobre et novembre 2016 une première évaluation multisectorielle dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, où près de 800 000 personnes ont été touchées.¹¹

Plus de six mois après l'ouragan Matthew, la réponse humanitaire en Haïti a évolué, et a progressivement dépassé l'aide d'urgence pour rentrer davantage dans une logique de relèvement précoce. Néanmoins, de nombreuses personnes continuent de vivre dans des conditions précaires malgré le maintien de la mobilisation des acteurs humanitaires¹². Peu d'informations sont disponibles quant au niveau de redressement des communautés affectées par l'ouragan.

Pour combler ces lacunes en termes d'information, REACH a conduit une deuxième évaluation multisectorielle dans les départements du Sud et de la Grand'Anse entre le 24 avril et le 5 mai 2017. Cette évaluation avait pour objectif de refaire un bilan des besoins et de la vulnérabilité des populations de la zone par rapport à la situation pré-ouragan et celle à la première évaluation, et ainsi informer la réponse post-urgence toujours en cours. Les données ont été collectées à travers des entretiens avec 909 ménages vivant dans 86 localités, ainsi que lors de 8 groupes de discussions avec un total de 82 IC.

Suite à une description détaillée de la méthodologie employée, ce rapport présente les résultats principaux de l'évaluation organisés selon les sections suivantes, correspondant aux questions de recherche qui ont guidé l'enquête :

- Profil des populations enquêtées
- Vulnérabilité socio-économique
- Accès aux services de base
- Protection et sécurité
- Besoins prioritaires

¹⁰ Haïti, Humanitarian Needs Overview, Novembre 2016:

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/haiti_hno_2017.pdf

¹¹ REACH, Hurricane Matthew Emergency Response Multisector Assessment, November 2016, <http://bit.ly/2lcecho>

¹² OCHA, Bulletin Humanitaire numéro 64, Mai 2017.

http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_haiti_bulletin_humanitaire_64_-_mai_2017.pdf

METHODOLOGIE

Objectifs de l'évaluation

Cette évaluation avait pour objectif de comparer la situation en termes de besoins et de vulnérabilité des habitants des départements du Sud et de la Grand'Anse six mois après la première évaluation, afin d'établir un constat et de soutenir la réponse post-urgence délivrée par les acteurs humanitaires. De manière plus spécifique, elle visait à :

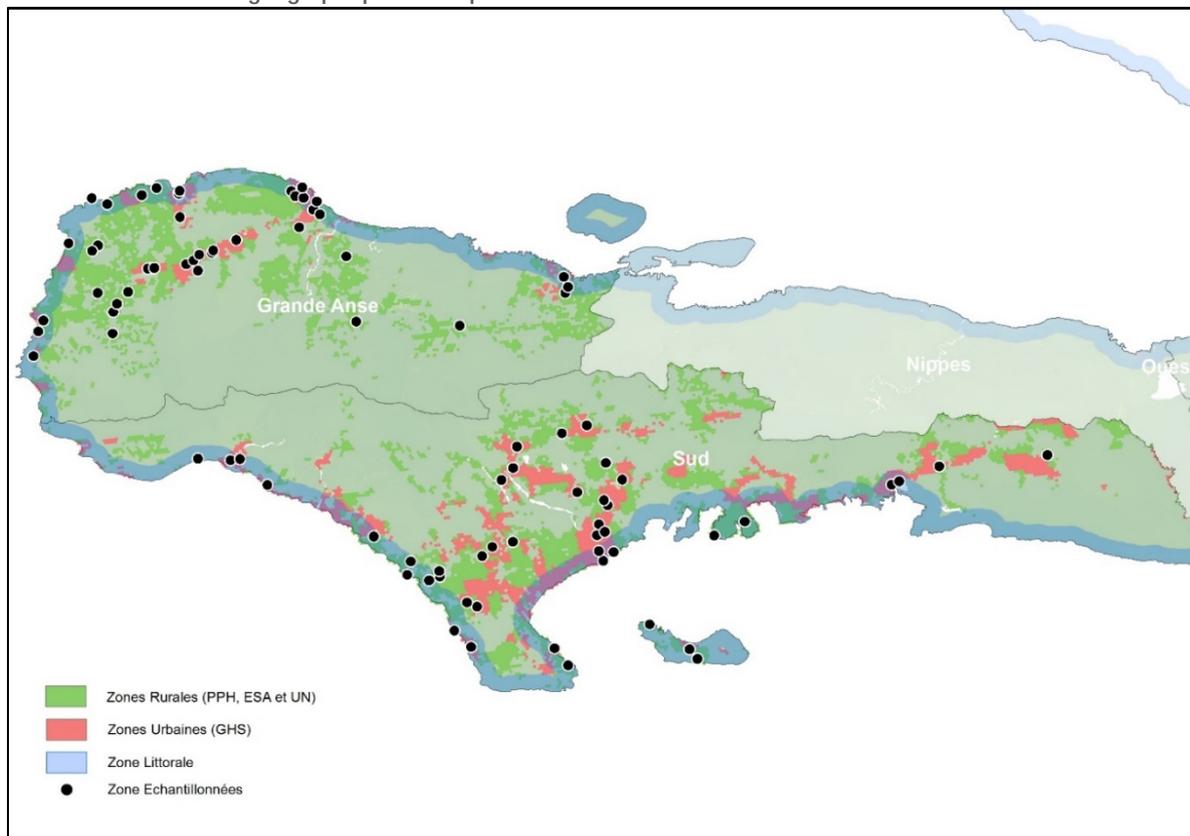
1. Evaluer la vulnérabilité socioéconomique des ménages
2. Evaluer le degré d'accès aux services de base des ménages
3. Evaluer le niveau de protection et de sécurité des ménages
4. Constater les écarts en termes d'assistance humanitaire et les besoins prioritaires par secteur humanitaire

Afin de répondre aux objectifs susmentionnés, une méthodologie à deux volets a été choisie, combinant d'une part des entretiens individuels avec des ménages aléatoirement sélectionnés et d'autre part des groupes de discussion dans des localités présélectionnées.

Entretiens avec les ménages

Une méthodologie quantitative d'échantillonnage par grappes¹³ a été adoptée afin d'obtenir des résultats statistiquement représentatifs au niveau des ménages. Pour ce faire, les zones sous étude ont été divisées selon les caractéristiques géographiques, ou « strates » suivantes : Grand'Anse ou Sud, zone rurale ou urbaine, zone située sur le littoral ou dans l'arrière-pays (Carte 1 ci-dessous). Ces caractéristiques sont similaires à celles utilisées dans la sélection des localités lors de la première évaluation REACH. Celle-ci incluait néanmoins une strate supplémentaire (zones de basse ou de haute altitude), qui n'a pas été retenue pour cette deuxième évaluation car aucune différence notable n'avait alors été remarquée. De plus, les zones situées en altitude sont largement inhabitées (en vert clair sur la carte ci-dessous).

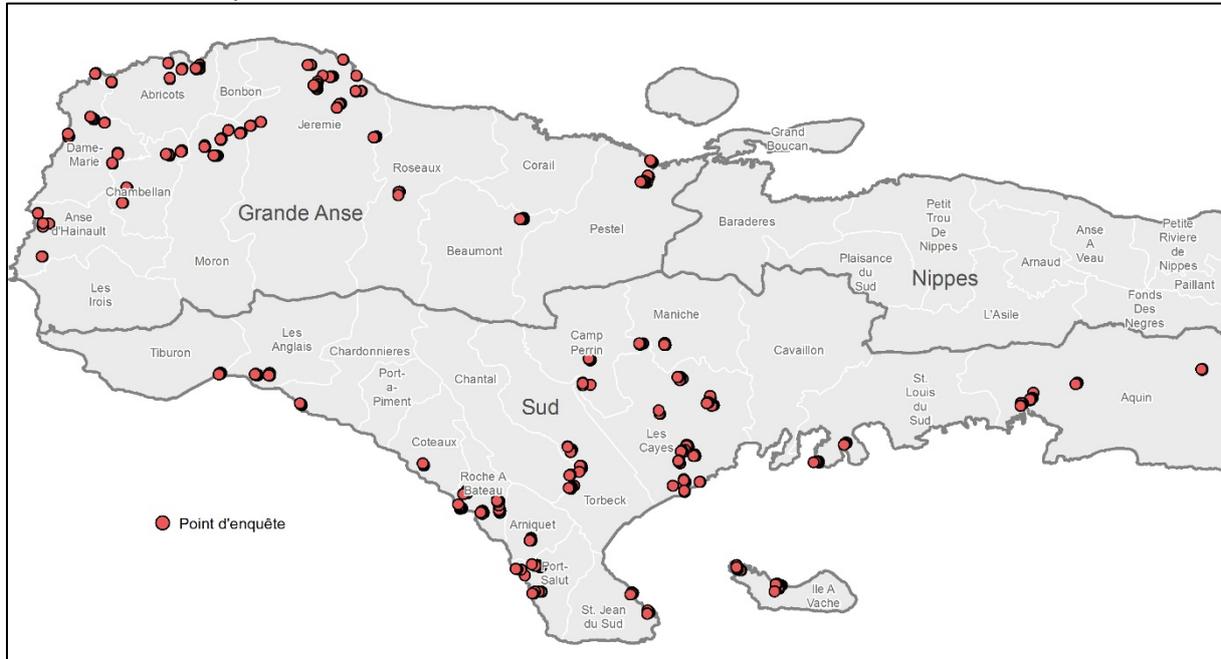
Carte 1 : Classification géographique des départements évalués



¹³ Plus connue sous sa dénomination anglophone : « cluster sampling ».

Ensuite, un échantillonnage par grappes suppose la sélection aléatoire d'un certain nombre de 'grappes' pour représenter la population totale de la zone de l'évaluation. Par conséquent, une grille d'hexagones de 250 mètres de côté, a été superposée sur la Carte 1 ci-dessus. Des hexagones ont ensuite été sélectionnés de manière aléatoire avec une probabilité d'être sélectionné proportionnelle à la taille de la population estimée dans chacun d'entre eux (Carte 2 ci-dessous). Un hexagone pouvait être sélectionné à plusieurs reprises.

Carte 2 : Localités enquêtées lors de l'évaluation¹⁴



Au sein de chaque hexagone ainsi sélectionné, entre 10 et 20 ménages ont été à leur tour aléatoirement sélectionnés, puis interrogés sur la base d'un questionnaire structuré préalablement téléchargé sur des smartphones avec le logiciel KoBo. Les données ont ainsi été collectées auprès de 909 ménages dans 86 localités, dont 468 ménages vivant dans 42 localités du département de la Grand'Anse et 441 ménages de 44 localités du Sud. Les résultats sont représentatifs au niveau des différentes strates considérées avec un niveau de confiance et une marge d'erreur variant de 90% et 10% respectivement à 95% et 6% selon le nombre de strates et de désagréments considéré.

Tableau 1 : Intervalle de confiance et marge d'erreur, par nombre de désagréments

Nombre de désagréments	0	1	2	3
Exemple de désagréments	Aucune	Zones rurales	Zones rurales du département du Sud	Zones rurales du département du Sud situées sur le littoral
Niveau de confiance	98	95	92.5	90
Marge d'erreur	5	6	7.5	10

Groupes de discussion

Afin d'étayer et d'approfondir les données récoltées lors des enquêtes ménages, huit groupes de discussion ont été organisés avec en moyenne 8 à 10 IC préalablement identifiés avec l'aide des autorités locales. Au total, 82 IC, âgés de 26 à 75 ans et comprenant 24 femmes et 28 hommes, ont participé. Chaque groupe de discussion a eu lieu dans une zone possédant des caractéristiques géographiques différentes, selon les caractéristiques préalablement identifiées pour l'enquête ménage (Tableau 2).

¹⁴ Les 'zones échantillonnées' (Carte 1) varient légèrement des zones effectivement enquêtées (Carte 2) en raison de difficultés d'accès à certaines localités et d'une densité faible dans certaines zones rurales sélectionnées.

Tableau 2: Localité des groupes de discussion, par caractéristiques géographiques

Localité	Grand'Anse ou Sud	Urbain ou Rural	Littoral ou Arrière-pays
Jérémie (quartier de Versailles)	Grand'Anse	Urbain	Littoral
Moron	Grand'Anse	Urbain	Arrière-pays
Pestel	Grand'Anse	Rural	Littoral
Grand Vincent	Grand'Anse	Rural	Arrière-pays
Les Cayes	Sud	Urbain	Littoral
Camp Perrin	Sud	Urbain	Arrière-pays
Saint Louis du Sud	Sud	Rural	Littoral
Torbeck	Sud	Rural	Arrière-pays

Analyse des données

Suite à la phase de collecte, les données ont été nettoyées et les réponses controversées ou incohérentes ont été interprétées et corrigées avec l'aide des commentaires des chefs d'équipe. Puis, lors de l'analyse, les données ont été pondérées afin de prendre en compte les différences de taille des populations. De manière plus concrète, cela signifie que lorsque les résultats de deux grappes sont agrégés, on impute à la grappe ayant la population la plus grande un impact plus important sur les résultats agrégés.

Enfin, les données et résultats ont été croisés avec des données secondaires disponibles. En particulier, les résultats ont été comparés à ceux de la première évaluation multisectorielle menée par REACH en octobre et novembre 2016, lorsque cela s'est avéré pertinent. Néanmoins, les méthodologies utilisées lors de ces deux évaluations diffèrent puisque la première évaluation se basait uniquement sur une méthodologie qualitative (entretiens avec des IC et groupes de discussion) ; par conséquent, ces comparaisons ne sont qu'indicatives.

Limites

Etant donné les caractéristiques de l'évaluation et la méthodologie choisie, les limites suivantes doivent être prises en considérations lors de la lecture des résultats :

- En raison de difficultés d'accès et de fortes pluies, les enquêteurs n'ont pu accéder à certaines zones (ou 'hexagones') sélectionnées. Celles-ci ont été remplacées par des hexagones plus proches ou davantage accessibles répondant aux mêmes caractéristiques. Par exemple, des enquêtes ont été menées à Julinette au lieu d'Anse d'Hainault, ainsi que dans une zone correspondant à un autre hexagone de Moron, celui préalablement sélectionné étant alors inaccessible.
- Certaines questions n'ont pas été prises en compte lors de l'analyse, étant donné que les données récoltées ne présentaient pas un niveau de fiabilité suffisant. Ce fut le cas par exemple de certaines questions liées aux principales sources de nourriture ou au nombre d'enfants scolarisés.
- Les pourcentages se référant à un sous-groupe (par exemple, le type d'aide reçue par les ménages ayant déclaré avoir reçu de l'aide) présentent un intervalle de confiance plus bas et une marge d'erreur plus élevée ; ils doivent donc être interprétés avec précaution.
- Bien que les enquêteurs se soient efforcés de créer un climat de confiance propice au dialogue, l'occurrence de certaines problématiques, notamment les plus sensibles, a pu être sous-rapportée.
- De plus, étant donné que les données reposent sur les réponses et les discussions des participants, l'existence d'un potentiel biais dans les réponses, notamment dans l'optique de recevoir davantage d'assistance, ne peut être écartée.
- Enfin, les données présentées dans ce rapport reflètent la situation des populations évaluées à un moment donné. Celle-ci a pu changer entre temps.

RESULTATS

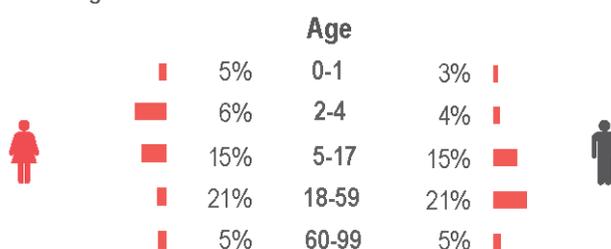
Profil des ménages

Dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, une proportion importante des ménages présentait des caractéristiques de vulnérabilité, dû à leur composition ou du fait des déplacements. Ces ménages étaient néanmoins relativement joignables, notamment par téléphone, bien qu'environ un tiers continuait de dépendre du bouche-à-oreille et/ou de mobilisateurs communautaires, et ce particulièrement à la Grand'Anse. La vulnérabilité des ménages était accrue par le faible niveau d'assistance reçu depuis l'ouragan.

Démographie

Les ménages vivant dans les départements évalués possédaient généralement plusieurs caractéristiques de vulnérabilité ; ils étaient de taille considérable, relativement jeunes et nombre d'entre eux incluaient des personnes dépendantes. En effet, ils étaient composés en moyenne de 6,1 individus, dont presque la moitié de mineurs (48% des membres étaient âgés de moins de 18 ans). La proportion de femmes était légèrement supérieure à la proportion d'hommes (52% comparé à 48%). De plus, de nombreux ménages comptaient en leur sein des personnes dépendantes et/ou particulièrement vulnérables, telles que des personnes âgées dépendantes (30,5% des ménages), des femmes enceintes ou allaitantes (25,5%), ainsi que des personnes en situation de handicap (19,3%).

Graphique 1: Composition des ménages

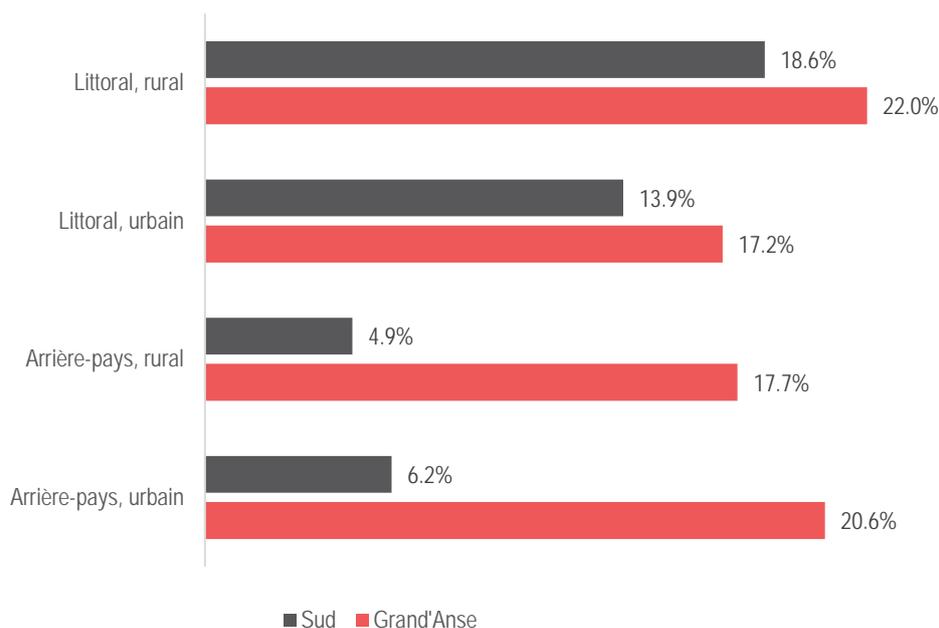


Déplacement

Au-delà de la composition des ménages, la prévalence des déplacements de populations constituait un facteur supplémentaire de vulnérabilité, puisque les déplacements peuvent entraîner, entre autres, l'épuisement des ressources du ménage, des conditions de logements précaires, un manque d'accès aux moyens de subsistance, ou encore un facteur de stress important. Dans ce cadre, on constate que plus de la moitié de la population a été touchée par un aspect du déplacement, soit parce que elle-même déplacée, retournée ou accueillant des déplacés. En effet, près de 10% (9,9%) des ménages ont reporté être déplacés en dehors de leur localité depuis l'ouragan. Cette proportion était plus importante dans l'arrière-pays (11,6%) que sur le littoral (5,5%). Plus d'un tiers des ménages (36,5%) étaient également retournés dans leur section communale d'origine après un déplacement de plus d'une semaine. Cette proportion était plus importante dans le département du Sud (46,6%), que dans celui de la Grand'Anse (27,3%). Lors de la première évaluation multisectorielle, il avait en effet été établi que de nombreux ménages avaient l'intention de se déplacer temporairement à l'extérieur de leur section communale afin de pouvoir mieux répondre à leurs besoins de base, pour ensuite y retourner en cas d'amélioration de la situation.

13,7% des ménages ont indiqué héberger au moment de l'évaluation une ou des personnes venues à la suite de l'ouragan, ceci étant plus courant à la Grand'Anse (18,7% des ménages), qu'au Sud (8,3%), avec des variations significatives constatées au Sud allant de 5,1% des ménages vivant dans l'arrière-pays, à 16,6% sur le littoral, y compris 18,6% dans les zones rurales du littoral (Graphique 2). Les trois principales conséquences mentionnées par les ménages accueillant d'autres ménages étaient une augmentation des dépenses, une diminution de l'espace disponible, ainsi qu'une diminution de la quantité de nourriture par personne. Les participants aux groupes de discussion ont également souligné l'incapacité de bon nombre de ménages d'accueil à continuer d'héberger des personnes, en raison de l'épuisement de leurs ressources.

Graphique 2 : Proportion de ménages d'accueil depuis l'ouragan, par strate



Aide humanitaire

Six mois après l'ouragan, le niveau d'assistance restait relativement faible selon les ménages interrogés, et ce malgré la persistance des déplacements et leurs conséquences. En effet, la majorité des ménages (69%) a indiqué ne pas avoir reçu d'aide à la suite de l'ouragan. Cette proportion était plus importante au Sud (88%) qu'à la Grand'Anse (51,6%), ce qui peut être dû au fait qu'une part importante de l'aide humanitaire se soit concentrée dans le département de la Grand'Anse, davantage touché par l'ouragan.¹⁵ A l'inverse, les groupes de discussion ont mentionné dans leur quasi-totalité que de l'aide humanitaire avait été dispensée dans leur localité (mais pas pour tous les ménages). Celle-ci a cependant été unanimement décrite comme insuffisante en volume, voire parfois en qualité (tôles n'ayant pas l'effet désiré, denrées périssant trop vite, etc.).

Pour ceux ayant indiqué avoir reçu de l'aide, les distributions de nourriture constituaient très majoritairement le type d'aide reçue le plus courant, suivi par un soutien en termes d'abris, des aides financières et des soins de santé contre le choléra. Plus de variations ont été remarquées au Sud qu'à la Grand'Anse, ce qui peut être lié au niveau d'accès plus important dans le département (Graphique 3). D'après les ménages interrogés, ces aides venaient principalement d'organisations humanitaires, suivies de loin par les autorités locales et les organisations locales.

Graphique 3 : Principaux types d'aide reçue par les ménages ayant indiqué avoir reçu de l'aide depuis l'ouragan, par département

	Grand'Anse		Sud	
92,4%	Nourriture	1	Nourriture	77,6%
7,7%	Abris	2	Abris	12,2%
5,5%	Soins de santé pour choléra	3	Kits hygiéniques	10%
5,4%	Aide financière	4	Aide financière	8,4%
3,3%	Autres biens non alimentaires	5	Autres biens non alimentaires	7,3%

Moyens de communication

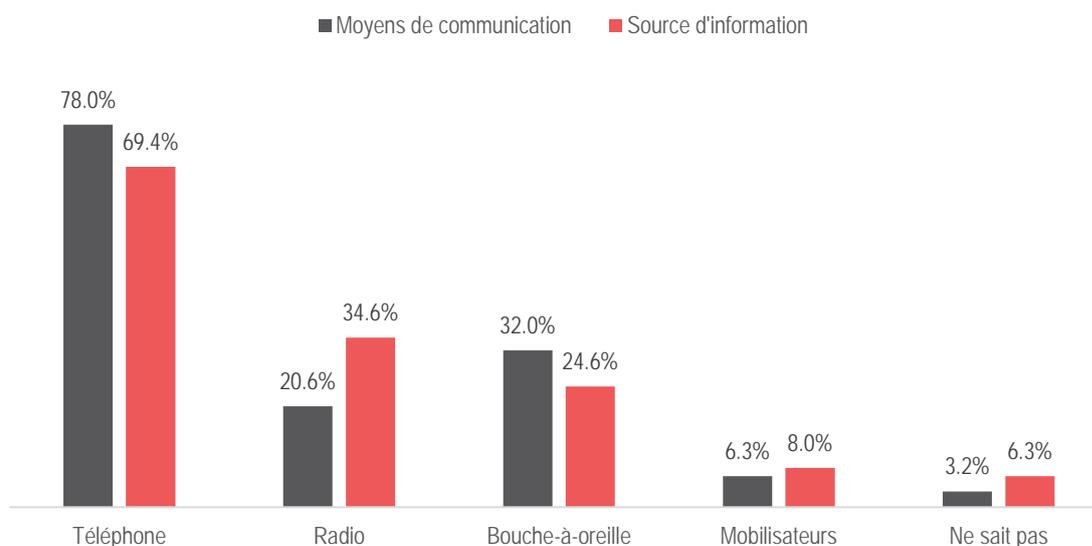
Le téléphone représentait le principal moyen de communication accessible des ménages (78%), suivi du bouche-à-oreille (32%) et de la radio (20,6%), comme le montre le Graphique 4 ci-dessous. Cela signifie que les ménages

¹⁵ Haïti, Humanitarian Response Plan, January 2017, http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/hrp_2017_20181.pdf

étaient généralement joignables. C'était le cas au Sud particulièrement, où 89,5% des ménages ont déclaré avoir accès au téléphone, puis à la radio (11,2%). A la Grand'Anse, bien que les ménages avaient largement accès au téléphone (67,4%), le bouche-à-oreille était plus courant (54,4%) et devançait la radio (29,1%). Il convient de noter que ce n'est que à la Grand'Anse que les mobilisateurs communautaires ont été mentionnés comme vecteurs de communication, par 12% des ménages.

La proportion des principales sources d'information liées à la sécurité correspondait aux moyens de communication susmentionnés, bien que la prévalence du téléphone était plus faible, par rapport à la radio et au bouche-à-oreille (indiqués par respectivement 69,4%, 34,6% et 24,6% des ménages, Graphique 4). Cette relative diminution peut s'expliquer par la perte de couverture du réseau téléphonique lors de catastrophes naturelles, comme ce fut le cas dans certaines parties du territoire haïtien après le passage de l'ouragan Matthew.

Graphique 4 : Principaux moyens de communication accessibles et sources d'information liées à la sécurité du ménage



Vulnérabilité socio-économique

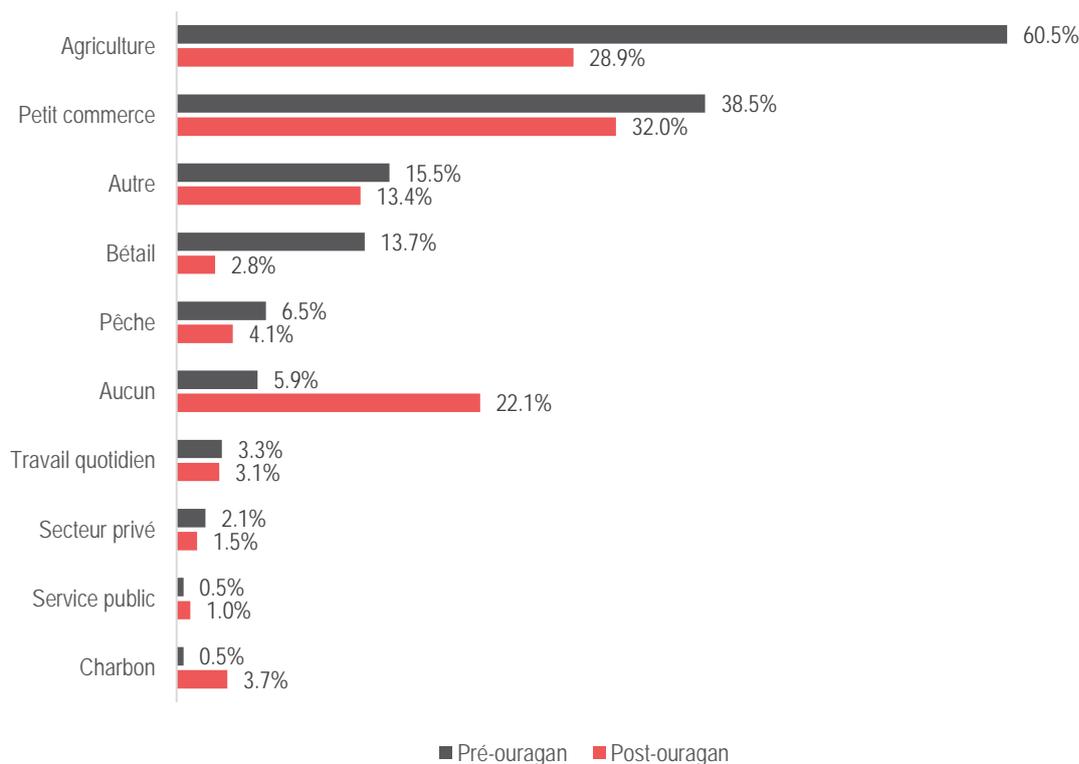
D'après les résultats de cette évaluation, les ménages présentaient un niveau de vulnérabilité socio-économique élevé, avec un faible niveau de relèvement depuis l'ouragan, dont le principal facteur est la perte des moyens de subsistance engendrée par l'ouragan, qui a eu un impact à la fois sur la sécurité alimentaire et les conditions de logement des ménages, tous deux étant actuellement précaires.

Moyens de subsistance

L'ouragan Matthew a touché une région principalement agropastorale, affectant les sources de revenu traditionnelles et forçant les populations à se tourner vers des sources de revenu différentes (se référer au Graphique 5 ci-dessous), comme mentionné lors de la première évaluation multisectorielle conduite par REACH. Ainsi, la proportion de ménages déclarant n'avoir aucune source de revenu avait presque quadruplé depuis le passage de l'ouragan (de 5,9% à 22,1%). De plus, l'agriculture comme source principale de revenu a largement diminué (de 60,5% à 28,9%), ainsi que l'élevage (de 13,7% à 2,8%). Ces diminutions étaient particulièrement marquées dans le département de la Grand'Anse (respectivement de 75,5% à 24,8% et de 21% à 2,1%) comparé au Sud (respectivement de 44,1% à 33,4% et de 5,6% à 3,6%). A l'inverse, une augmentation considérable de la proportion de ménages dépendants de la vente de charbon en tant que source principale de revenu a été remarquée, de 0,5% avant l'ouragan à 3,7% au moment de l'évaluation. Là encore, cette augmentation était plus importante à la Grand'Anse (de 0,9% à 6%). Par conséquent, 90,6% des ménages évalués ont reporté une dégradation de leur situation financière suite à l'ouragan, avec un revenu moyen mensuel s'élevant à 2 281 HTG,

soit 36,49 USD¹⁶. Une très faible minorité de ménages (2,8%) a indiqué que leur situation financière au moment de l'évaluation était plus favorable que celle pré-ouragan.

Graphique 5 : Principales sources de revenu des ménages avant et après l'ouragan, par département



Le commerce semblait avoir été moins touché par l'ouragan ou, du moins, avoir repris plus vite. Le petit commerce constituait ainsi la source principale de revenu au moment de l'évaluation, mentionné par 32% des ménages, contre 38,5% avant l'ouragan. Cette réduction était due à une baisse dans le département du Sud de 44,7% des ménages à 31,9%, la proportion à la Grand'Anse étant essentiellement restée identique. Néanmoins, les participants aux groupes de discussion ont souligné que des ménages présentaient un niveau d'endettement important, avec une augmentation de leurs dettes après l'ouragan. En effet, les semences et/ou marchandises détruites par l'ouragan avaient été pour la plupart achetées à crédit. Or, privés de leur source de revenu, de nombreux ménages étaient ainsi dans l'incapacité de les rembourser. Outre la charge que ces dettes représentent sur le budget mensuel des ménages, elles peuvent également freiner leur relèvement en les empêchant de relancer leur activité génératrice de revenu. On note par ailleurs le potentiel risque qu'elles leur font encourir et constituent par conséquent un danger en termes de protection.

Des 72,4% de ménages possédant une terre cultivable, près de la moitié (45%) ont indiqué ne pas avoir pu planter au cours des six derniers mois. La principale raison avancée était la perte des outils et des semences suite à l'ouragan (81,1% d'entre eux), suivi par un manque de ressources humaines nécessaires (33,3%). Confirmant ce résultat, 42,1% des ménages ont mentionné la perte de semences comme l'une des pertes matérielles majeures dues à l'ouragan. De plus, les récoltes ont été mauvaises, puisque des 54,8% des ménages possédant une terre cultivable et ayant pu planter, les trois-quarts (74,4%) n'ont pas récolté. Ces proportions sont toutes plus élevées dans le département de la Grand'Anse.

L'ouragan a causé des dégâts considérables dans la partie sud-ouest d'Haïti. D'après les ménages, les pertes matérielles les plus conséquentes dues à l'ouragan concernaient les abris (mentionné par 77,2% des ménages), le bétail (63,4%) et les vêtements (49,1%). Ces pertes étaient plus importantes à la Grand'Anse (respectivement indiquées par 83,6%, 76% et 53,2% des ménages) qu'au Sud (respectivement 70,3%, 49,6% et 44,6%). La perte de semence venait ensuite, mentionnée par 42,1% des ménages (52,3% à la Grand'Anse, 30,9% au Sud). Ces

¹⁶ Taux de change : 1 HTG = 0,0159978 USD, le 26 juillet 2017.

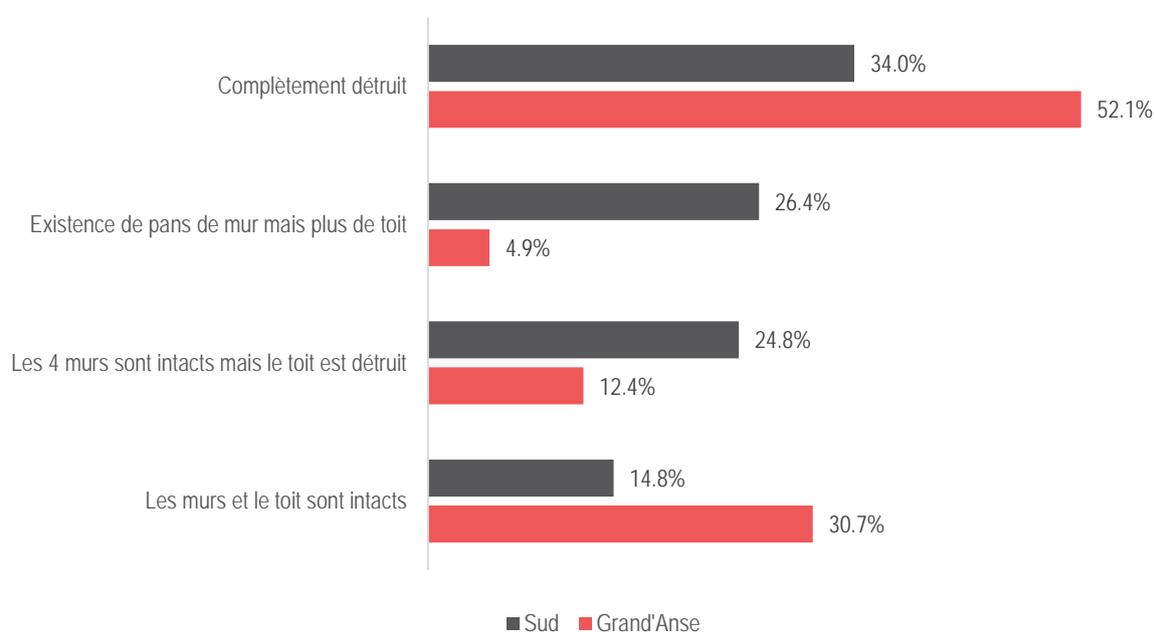
<http://www.xe.com/fr/currencyconverter/convert/?Amount=2281&From=HTG&To=USD>

résultats sont indicatifs du niveau de destruction de l'agriculture et de perte de bétail déjà mentionné lors de la première évaluation multisectorielle, et confirmé lors des groupes de discussion. De manière notable, 18% des ménages de la Grand'Anse ont indiqué avoir perdu leur matériel de pêche à cause de l'ouragan (6,1% au Sud), constituant un obstacle pour les ménages dépendants de la pêche comme source de revenu et/ou de nourriture.

Abris

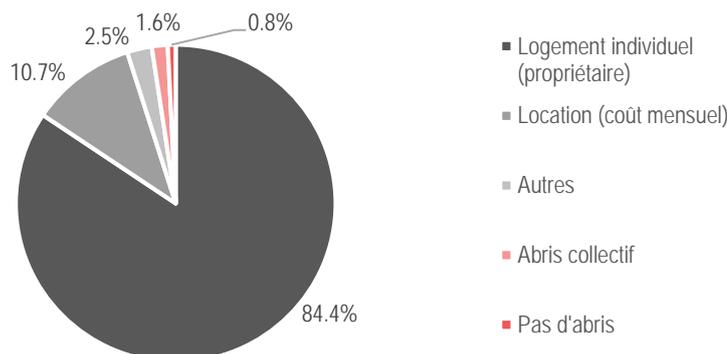
Six mois après le passage de l'ouragan, les conditions de logement de la population vivant dans le sud-ouest d'Haïti restaient précaires. La majeure partie des dégâts causés par l'ouragan n'avait pas été réparée, avec près de la moitié (43,5%) des ménages reportant comme complètement détruit leur logement actuel (Graphique 6). Les participants aux groupes de discussion ont expliqué que de nombreux ménages avaient construit des abris de fortune, qu'ils ne considèrent pas comme leur logement 'actuel' en attendant de pouvoir réparer leur logement initial. Un peu moins d'un quart (23,1%) vivaient dans un logement qu'ils considéraient en bon état. L'importante proportion de ménages vivant dans des logements endommagés ou détruits illustre par ailleurs la prévalence des risques sécuritaires qu'encourent ces populations. De plus, seuls 19,9% des ménages ont indiqué ne pas vivre dans le même logement qu'avant l'ouragan. Cette proportion était plus élevée dans le département du Sud (25,2%), que de la Grand'Anse (15,1%), ce qui correspond au plus fort taux de déplacement au Sud susmentionné.

Graphique 6 : Conditions des logements actuels selon les ménages, par département



Les ménages vivaient principalement dans des logements individuels dont ils étaient propriétaires (81,4%), Il est important de souligner que la propriété signifie la propriété du logement lui-même et non du terrain sur lequel il est construit. De plus, 10,7% étaient locataires de leur logement (Graphique 7) ; le loyer mensuel reporté était en moyenne de 4 644 HTG (74,29 USD), soit plus du double du revenu mensuel moyen rapporté. Le nombre de pièces par logement variait de manière importante, allant d'une pièce (14,9% des ménages) à cinq et plus (12,3%), mais un logement comptait en moyenne trois pièces. Les logements dans le département de la Grand'Anse étaient généralement plus petits ; 39,3% comprenaient deux pièces ou moins, contre 26,1% dans le Sud. Seuls 0,8% des ménages vivaient dans des abris collectifs au moment de l'évaluation, une importante différence en comparaison à la période immédiatement post-ouragan, où une part importante des ménages affectés avait trouvé refuge dans des écoles, des églises ou encore des centres de santé.

Graphique 7 : Types de logement actuel des ménages évalués



Comme susmentionné, les dégâts causés par l'ouragan n'avaient majoritairement pas été réparés au moment de l'évaluation. Cela peut s'expliquer par le fait que la vaste majorité des travaux de réhabilitation ou de reconstruction des logements n'avait pas commencé ou les travaux étaient en attente, comme indiqué par 74,4% des ménages dont le logement actuel était endommagé ou détruit à cause de l'ouragan. Le manque d'accès aux matériaux et à la main d'œuvre nécessaires pour les travaux constituait la raison principale pour plus de 90% des ménages ayant un logement détruit ou endommagé. Ce manque d'accès, confirmé par les participants des groupes de discussion, était presque exclusivement lié à un manque de moyens financiers. Il est important de noter que seulement 8% des ménages ayant indiqué avoir reçu de l'aide ont déclaré avoir reçu une aide en termes d'abris. Cela peut être une raison supplémentaire expliquant le retard des travaux de réhabilitation et de reconstruction. De plus, seuls 17,5% des ménages ont indiqué avoir connaissance de techniques de reconstruction plus résistantes aux effets des aléas naturels et 7,8% d'entre eux disposaient d'une personne dans leur entourage avec une telle connaissance. Cela signifie que la vulnérabilité des ménages face aux prochains aléas reste très élevée.

Sécurité alimentaire

Le niveau de sécurité alimentaire reporté semblait faible, avec un accès à la nourriture problématique à la fois en termes de quantité et de diversité et pouvant donc présenter certains risques pour la santé. Plus de la moitié des ménages (60,1%) ne mangeait qu'un seul repas par jour, tandis que 33,7% en mangeaient deux ; 1,8% des ménages ont indiqué ne prendre aucun repas par jour. De plus, les ménages avaient un régime alimentaire très peu varié, avec un SDAM de 1,83, signe d'un apport largement insuffisant en nutriments.¹⁷

La principale barrière d'accès à la nourriture était très majoritairement le manque de ressources financières (indiqué par 88,5% des ménages), suivi par la destruction de la production agricole causée par l'ouragan (9,8%). Cette dernière barrière a été plus souvent mentionnée dans le département de la Grand'Anse (13%) que du Sud (6,4%). De manière notable, et contrairement à la situation post-ouragan, la disponibilité de la nourriture sur les marchés ne semblait pas être une problématique majeure. Les participants aux groupes de discussion ont également souligné la perte de bétail et de la production agricole comme difficultés majeures, représentant à la fois une perte des sources de revenu et de nourriture. Un accès difficile aux marchés représentait un obstacle additionnel pour environ un tiers de la population (36,3%) qui a besoin de plus d'une heure pour accéder au marché le plus proche, généralement à pied. Là encore, cette proportion était plus élevée à la Grand'Anse (46,2%), ce qui reflète les plus mauvaises conditions d'accès et de mobilité dans ce département, où les infrastructures sont moins répandues et le relief plus important. Pour surmonter ces difficultés d'accès à la nourriture, les ménages ont adopté des stratégies d'adaptation négatives (Graphique 8). Les plus communes étaient l'achat de nourriture à crédit (81,9% des ménages), la réduction du nombre de repas (30,4%) voire passer une journée sans manger (23,5%), toutes déjà mentionnées lors de la première évaluation multisectorielle. Le partage de nourriture, l'appui des proches, le déplacement, et la vente de terre et de bétail pour acheter de la nourriture ont également été signalés lors des groupes de discussion. Seuls 0,4% des ménages ont indiqué ne faire face à aucun obstacle pour accéder à la nourriture.

¹⁷ Le SDAM est compris entre 1 et 12, 12 démontrant une forte diversité alimentaire et 1 une très faible diversité. Pour plus d'information sur le SDAM et son mode de calcul, veuillez vous référer à ce document : https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/HDDS_v2_French_2006_0.pdf

Graphique 8 : Principales stratégies d'adaptation utilisées régulièrement pour pallier le manque de nourriture, par département

Grand'Anse			Sud	
81,5%	Acheter de la nourriture à crédit	1	Acheter de la nourriture à crédit	82,3%
31,7%	Réduire le nombre de repas	2	Passer une journée sans manger	31,2%
24,3%	Emprunter de la nourriture à des amis	3	Réduire le nombre de repas	28,9%
17,9%	Diminuer les portions alimentaires	4	Emprunter de la nourriture à des amis	17,1%
16,5%	Passer une journée sans manger	5	Consommer des aliments moins chers	12,3%

Accès aux services de base

L'accès aux services de base, déjà limité avant l'ouragan, n'avait pas entièrement été rétabli au moment de l'évaluation, ceux-ci étant souvent en nombre restreint et/ou éloignés. La dépendance envers des sources d'eau non améliorées et non traitées, doublée de l'absence de latrines sont apparus comme particulièrement problématiques et soulèvent d'importantes questions d'ordre sanitaire. La situation en termes de santé s'était dégradée au cours des six derniers mois selon la plupart des ménages et la prévalence de certaines maladies telles que la choléridie, la malaria et la fièvre typhoïde était préoccupante. Enfin, les barrières à l'éducation identifiées lors de la première évaluation conduite par REACH persistaient.

Eau, hygiène et assainissement

Près de la moitié (46,9%) des ménages avait recours à une source d'eau améliorée comme source principale d'eau de boisson. Cependant, une part considérable (13,6%) des ménages utilisait une source d'eau non améliorée, ce qui constitue une préoccupation en termes de santé si cette eau n'est pas traitée de manière appropriée, et 11,7% buvaient principalement de l'eau de surface, considérée comme particulièrement néfaste pour la santé (se référer au Tableau 3 ci-dessous pour une classification des sources d'eau). De plus, 16% des ménages ont indiqué ne pas traiter l'eau qu'ils consommaient, tandis que les aquatabs constituaient très majoritairement le moyen le plus utilisé pour traiter l'eau (73,3% des ménages), suivis du chlorox (16,7%). Ces résultats sont très préoccupants puisqu'ils démontrent un risque élevé de propagation des maladies véhiculées par l'eau. La majorité des ménages (62,8%) utilisait la même source d'eau pour l'usage domestique que pour la boisson. Ceux qui avaient recours à une source d'eau différente utilisaient principalement de l'eau de surface ou des sources d'eau non améliorées pour l'eau à usage domestique.

 Tableau 3 : Classification des sources d'eau, selon les critères du *Joint Monitoring Programme for Water and Sanitation (JMP)*¹⁸ et proportion de ménages ayant recours à chaque type.

Classification	Type de source	Grand'Anse	Sud
Sources d'eau améliorées	Eau du robinet privé,	4,3%	8,5%
	Eau du robinet public ou kiosque,	20,6%	33,8%
	Puits ou forage aménagé,	7%	10,4%
	Eau conditionnée (sachet ou bouteille)	0,5%	9,9%
	Total :	32,4%	62,6%
Sources d'eau non-améliorées	Puits ou forage non-aménagé	9,6%	14,6%
	Eau par camion	2%	1,1%
	Total :	11,6%	15,7%
Eau de surface	Rivière, fleuve ou lac	9%	8,7%
	Eau stagnante (mare)	1,2%	4,9%
	Total :	10,2%	13,6%
Autres ¹⁹	Eau de source	42,9%	3,7%
	Eau de pluie	2,8%	0,9%
	Total :	45,7%	4,6%

¹⁸ Pour plus d'information, veuillez vous référer à ce document : <https://washdata.org/monitoring/drinking-water>

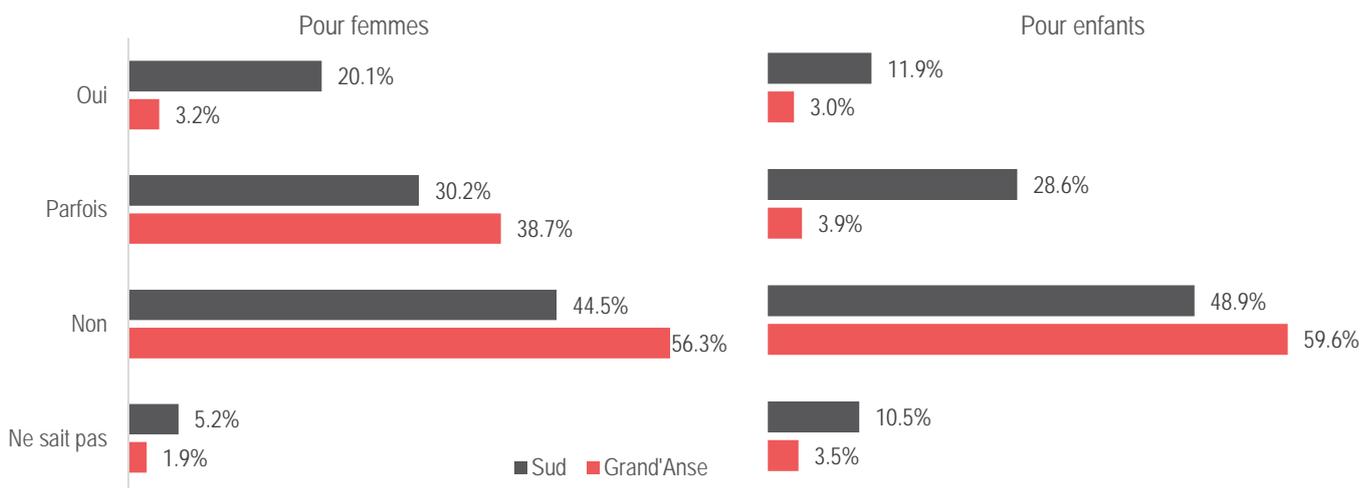
¹⁹ Ces types de sources ne peuvent être classifiés en améliorée/non-améliorée, car cela dépend de la manière dont l'eau est entreposée et de si le bassin est protégé. Dans le contexte haïtien cependant, il est probable que ces sources d'eau soient majoritairement non-améliorées.

La dépendance vis à vis de sources d'eau potentiellement non potables était d'autant plus problématique que la majorité des ménages (63,9%) n'avait pas accès à des latrines et pratiquait la défécation à l'air libre, ce qui, comme souligné dans le rapport de la première évaluation multisectorielle, pose un risque majeur de contamination de l'eau. Ce risque était particulièrement élevé à la Grand'Anse où 78,9% des ménages défèquent à l'air libre. Les latrines ont généralement été décrites comme 'non-hygiéniques' par les enquêteurs (dans 87,3% des cas).

De plus, la moitié (50,2%) des ménages considérait que la distance ou le temps d'attente aux points d'eau représentaient des obstacles ne leur permettant pas d'avoir de l'eau en quantité suffisante, notamment dans le département de la Grand'Anse (57,5% comparé à 42,1% au Sud). Une très faible proportion de ménages (2,3%) ne possédait aucun récipient pour collecter et entreposer l'eau, alors que la majorité (57,1%) avait deux, trois ou quatre récipients (respectivement 20,8%, 20,6% et 15,7%).

L'accès aux biens non-alimentaires relatifs à l'hygiène était également relativement faible au sein des populations évaluées. En effet, 60,4% des ménages ont indiqué ne pas avoir de savon pour se laver. Les femmes n'avaient pas accès à des produits d'hygiène féminine dans 50,7% des ménages, et seulement parfois dans 34,7%, tandis que les produits hygiéniques pour les enfants n'étaient pas accessibles ou parfois accessibles pour respectivement 54,9% et 31,5% des ménages. Ces proportions étaient plus élevées dans le département de la Grand'Anse, où 56,3% et 59,6% des ménages n'avaient pas accès aux produits hygiéniques pour les femmes et pour les enfants respectivement (Graphique 9).

Graphique 9 : Proportions de ménages ayant accès aux produits hygiéniques pour femmes et pour enfants, par département



Santé

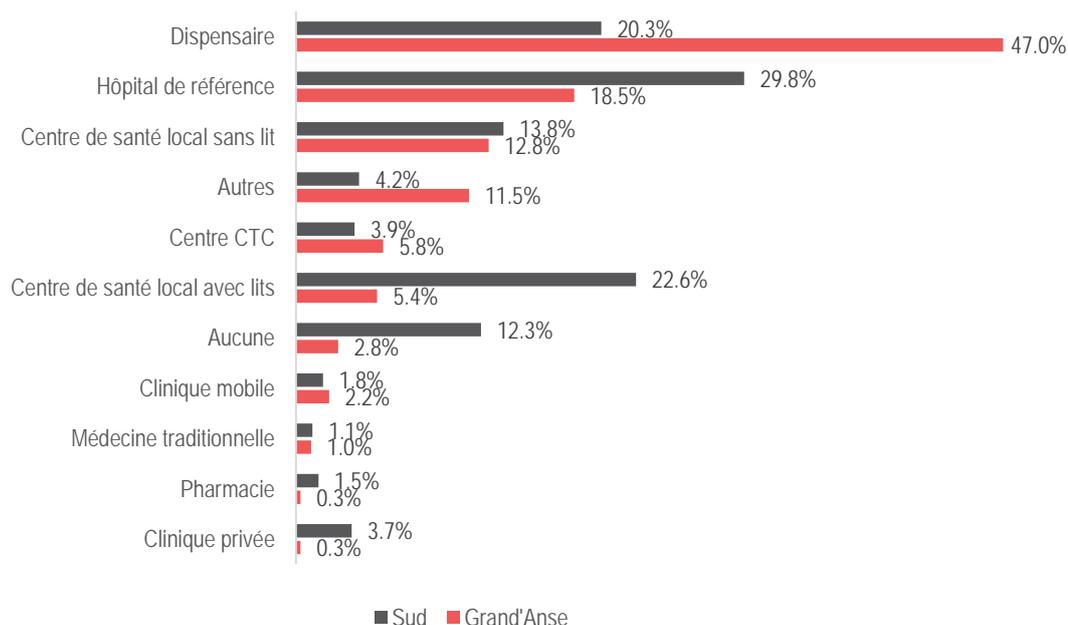
Environ la moitié des ménages enquêtés a constaté une dégradation de leur situation en termes de santé au cours des six mois précédant l'enquête, soit après le passage de l'ouragan Matthew, que ce soit au niveau de leur communauté en général (46,4%) ou plus spécifiquement au niveau de leur ménage (51,6%). Respectivement 15,7% et 14,9% des ménages ont indiqué que la situation de santé de leur ménage et/ou de leur communauté s'était améliorée pendant cette période. Les problèmes de santé les plus communs au sein des ménages étaient la cholérine (37,1% des ménages), la malaria (29%), ainsi que la fièvre typhoïde (21,8%) et la diarrhée (21,2%). Le choléra a été mentionné par 9,6% des ménages. La fièvre typhoïde a été plus communément rapportée dans le département du Sud (31,2%) tandis que la cholérine et la malaria semblaient plus répandues dans la Grand'Anse (47,1% et 33,6%).

Au moins une structure de santé était accessible en moins d'une heure de marche pour la vaste majorité des ménages. Cependant, le type de centre de santé le plus communément rapporté, le dispensaire (34,3% des ménages), où les soins proposés n'étaient que limités cependant. Ainsi, seulement environ un quart des ménages (23,9%), et principalement ceux vivant dans le département du Sud (29,8%), avait accès à un hôpital de référence et environ la même proportion (26,9%) avait accès à un centre de santé local (avec ou sans lits), tandis que 7,4%

ont expliqué ne pouvoir accéder à aucune structure de santé en moins d'une heure de marche (Graphique 10 ci-dessous).

Au-delà de la distance et du manque d'infrastructures, les populations évaluées devaient faire face à plusieurs barrières à l'accès aux soins, telles que le manque de personnel de santé (mentionné par 48,6% des ménages) et le manque de moyens financiers (40,2%). Les participants aux groupes de discussion ont ainsi expliqué que les soins et les ambulances étaient trop onéreux et donc inabordable pour une grande partie de la population, et que le personnel et le matériel limités restreignaient l'accès. Par conséquent, 13,3% des ménages ont souligné n'avoir aucun accès à des services de santé. La plupart des ménages restants (77,3%) ont indiqué devoir se déplacer en dehors de leur localité pour pallier le manque d'accès aux soins.

Graphique 10 : Structures de santé accessibles à moins d'une heure de marche, par département



Par ailleurs, 55,5% des ménages ont mentionné ne pas savoir reconnaître les signes de malnutrition. Au sein des 44,5% les connaissant, 11,6% ont indiqué la présence de personnes en situation de malnutrition dans leur ménage, majoritairement des enfants. Cette proportion était particulièrement importante dans le département de la Grand'Anse (17,2%), en comparaison avec le Sud (6,7%). Ces données sont corroborées par le fait que de nombreux ménages ont rapporté qu'au moins l'un des enfants du ménage avait perdu du poids (45,8%), était d'une maigreur extrême (18,1%) ou avait subi un arrêt de croissance (12,2%) ; ces proportions étaient d'autant plus importantes que 23% des ménages ne comptaient pas d'enfant en leur sein. Ces caractéristiques peuvent être des signes de malnutrition.

Education

Lors de la première évaluation REACH, le fonctionnement normal des écoles n'avait pas encore repris, et nombre d'entre elles étaient détruites ou fortement endommagées, ou utilisées en tant qu'abri collectif.²⁰ Les enseignements ont depuis repris, mais, au moment de l'évaluation, de nombreuses structures scolaires n'avaient pas encore été réparées d'après les participants aux groupes de discussion. De plus, le nombre d'enfants scolarisés a diminué depuis l'ouragan selon les participants aux groupes de discussion. Parmi les causes de cette diminution, ceux-ci ont mentionné le manque de structures fonctionnelles, la perte de matériel scolaire et des uniformes à cause de l'ouragan, et l'impossibilité des parents de s'acquitter des frais. Les obstacles relevés sont similaires à ceux mentionnés lors de la première évaluation.²¹ Enfin, bien que 41,4% des enfants se situaient à moins de 30 minutes de marche de leur école, un quart des enfants mettait plus d'une heure (Graphique 11), ce qui peut constituer un risque de protection et une barrière supplémentaire à la scolarisation des enfants.

²⁰ REACH, Hurricane Matthew Emergency Response Multisector Assessment, November 2016, <http://bit.ly/2lcecho>

²¹ Ibid.

Graphique 11 : Temps nécessaire pour aller à l'école

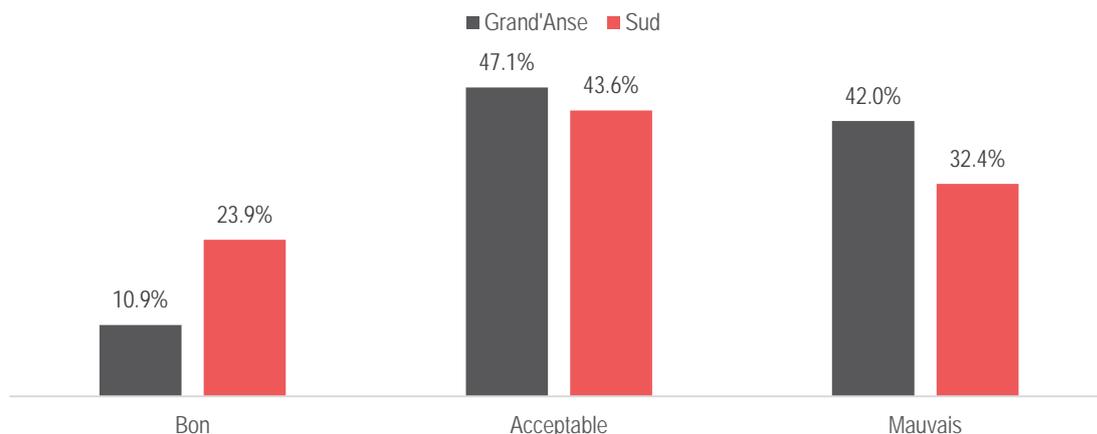


Protection et sécurité

Six mois après le passage de l'ouragan Matthew, ses conséquences en termes de protection et de sécurité des ménages se faisaient encore ressentir. L'état des logements est apparu comme particulièrement problématique. En effet, plus des trois-quarts (77,9%) des ménages interrogés ont déclaré ne pas se sentir en sécurité dans leur logement actuel. Cette proportion était particulièrement élevée dans le département de la Grand'Anse (83,7%), comparé au département du Sud (71,6%). Le mauvais état des logements – avec une forte proportion de ménages vivant dans un logement endommagé ou détruit comme susmentionné – a été souligné comme la raison principale de ce sentiment d'insécurité par la quasi-totalité de ces ménages (92,8%), sans distinction au niveau départemental. Des risques d'expulsion ont également été évoqués lors des groupes de discussion en raison du fait que certaines personnes ont construit des abris sur des parcelles qui ne leur appartiennent pas.

Environ un tiers (37,5%) de la population a également estimé que le niveau de sécurité dans leur localité était mauvais (Graphique 12), en particulier dans le département de la Grand'Anse (42%). Les filles, les femmes âgées et les garçons ont été reportés comme étant les groupes de personnes les plus à risque, par respectivement 65%, 37,1% et 35% des ménages. Des cas de viols et de violences basées sur le genre, ainsi que des problématiques liées à la promiscuité dans les abris de fortune ont été mentionnés durant les groupes de discussion. Cette proportion importante est d'autant plus préoccupante que 28,6% des ménages ont indiqué ne pas savoir à qui s'adresser en cas de problèmes sécuritaires ou de violences, quand le reste de la population a indiqué se tourner principalement vers les autorités locales ou religieuses (51,9% et 22,5% respectivement). Les organisations non-gouvernementales (ONG) locales et/ou internationales n'ont été que très peu mentionnées (par 1,4% des ménages) comme recours en cas de violences.

Graphique 12 : Niveau de sécurité dans les localités estimé par les ménages, par département



Au-delà de ce sentiment d'insécurité, peu de mesures semblaient avoir été prises pour assurer la sécurité des ménages et améliorer leur résilience en cas de future catastrophe naturelle. Ainsi, la majeure partie de la population (68%) a indiqué ne pas avoir mis en place de stratégies personnelles pour faire face aux futures catastrophes naturelles et seuls 1,9% des ménages ont mentionné avoir utilisé des matériaux plus résistants aux aléas climatiques pour la reconstruction de leur logement. Ces résultats montrent un manque de préparation important,

lié en partie au fait que, comme mentionné précédemment, une vaste majorité ne connaît pas les techniques de reconstruction plus résistantes aux effets des aléas naturels. Par conséquent, il est probable qu'un choc futur entraîne des conséquences et un niveau de destruction similaires, alors que la population fait face à un niveau de vulnérabilité plus élevé et une capacité de résilience plus faible. Les ménages restants ont principalement indiqué se tenir au courant des prévisions météorologiques (25,4%) et/ou constituer un stock de nourriture (7,7%). Peu de différences ont pu être observées au niveau départemental, si ce n'est que les ménages de la Grand'Anse étaient plus susceptibles de constituer des réserves de nourriture et/ou de semence.

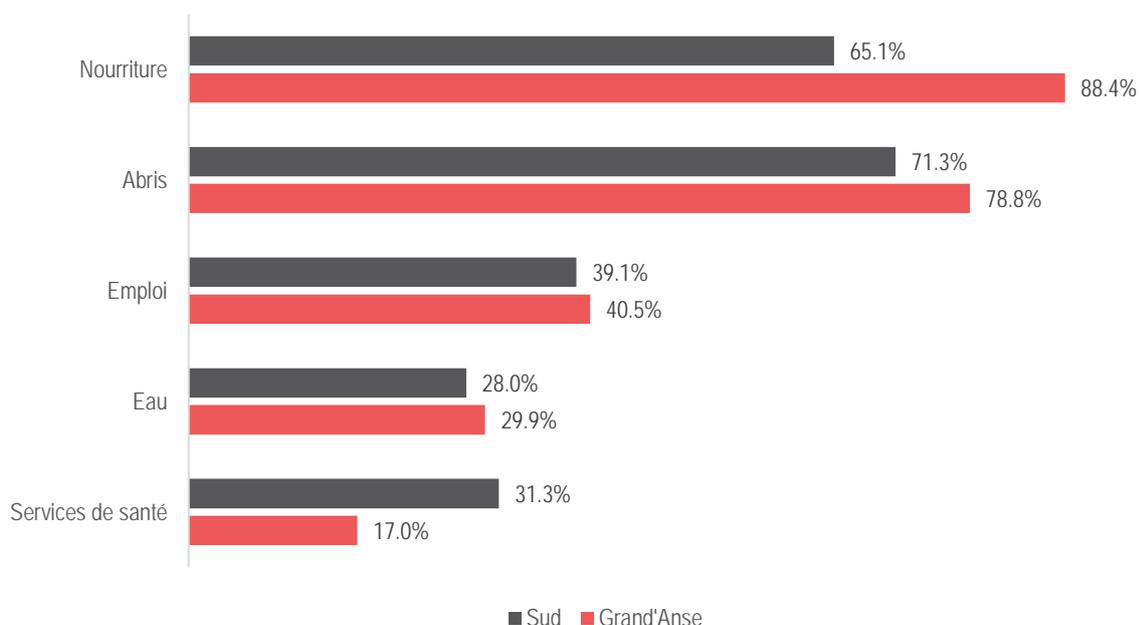
Enfin, un quart de la population (25,6%) a indiqué avoir dû se séparer d'un membre du ménage suite à l'ouragan, principalement des enfants. Au moment de l'évaluation, 9% ont indiqué envisager de se séparer de l'un de leurs enfants, en majeure partie pour les envoyer chez des membres de la famille élargie, afin qu'il puisse aller à l'école (50,1%) ou bénéficier de meilleures conditions de vie (48,8%). Se séparer d'un membre de la famille constitue une stratégie d'adaptation au manque de ressources et met en évidence la vulnérabilité de certains ménages évalués.

Besoins prioritaires

Les besoins prioritaires les plus mentionnés par les ménages reflètent les résultats de l'évaluation, et en particulier les vulnérabilités, présentées ci-dessus. Ainsi, les trois-quarts des ménages ont indiqué la nourriture et les abris comme l'un de leurs trois principaux besoins (respectivement 77,3% et 75,3% des ménages), indicatif de la prééminence des barrières d'accès à la nourriture et du faible niveau de réparation et de réhabilitation des logements rapporté au moment de l'évaluation. Le travail, ou l'accès à une source de revenu, arrivent ensuite (39,8%), suivi de l'accès à l'eau (29%) et aux services de santé (23,8%).

Quelques variations peuvent être observées entre les départements, comme montré par le Graphique 13. A la Grand'Anse, les besoins se concentraient principalement dans les secteurs principaux que sont la sécurité alimentaire et les abris, alors que les besoins étaient plus variés et les tendances moins nettes au Sud, probablement en raison du niveau de destruction plus important causé par l'ouragan Matthew dans ces secteurs à la Grand'Anse. De plus, seule une très faible minorité des ménages a relevé la sécurité et/ou la police comme l'un de ces trois principaux besoins (respectivement 4% et 0,3%). Ces ménages vivaient presque exclusivement dans le département du Sud (6,8% et 0,7% respectivement), bien que la situation sécuritaire ait été davantage rapportée comme problématique dans le département de la Grand'Anse.

Graphique 13 : Besoins prioritaires les plus mentionnés, par département²²



²² Les ménages pouvaient choisir jusqu'à trois besoins principaux.

CONCLUSION

Six mois après le passage de l'ouragan Matthew, le niveau de vulnérabilité socioéconomique des ménages reste très important. Ces derniers ont subi de fortes pertes, notamment de leurs moyens de subsistance, que les stratégies mises en place n'ont pas réussi à redresser. Sans moyens suffisants, les populations peinent à faire face à leurs besoins en nourriture, à réparer leurs logements, ou à accéder aux services de base, dont l'offre était déjà largement restreinte pré-ouragan. Ces ménages ont adopté des stratégies de survie négatives, telles que la réduction du nombre de repas par jour, qui sont à terme dangereuses et présentent des conséquences néfastes sur leur capacité de résilience. D'après les résultats de l'évaluation, la relance de l'activité économique, notamment agricole, est essentielle pour améliorer les conditions de vie, et pourrait être soutenue par un accès renforcé aux outils, aux semences ainsi qu'à l'engrais.

Peu de stratégies de limitation des risques semblent avoir été mises en place par les ménages, que ce soit au niveau de la reconstruction de leurs abris que de la protection de leurs ménages. Dans le contexte haïtien où les aléas climatiques ont une prévalence forte, le besoin de formations, notamment aux techniques de construction plus résistantes, ou encore de sensibilisation, par exemple sur les risques liés à la consommation d'une eau non traitée et/ou issue de sources non-améliorées, ressort des résultats de l'enquête.

Les résultats varient principalement en fonction du département, et non en fonction des autres caractéristiques considérées lors de cette évaluation (urbain/rural, littoral/arrière-pays) pour lesquelles presque aucune différence significative n'a été observée pour la majorité des indicateurs, contrairement aux résultats de la première évaluation multisectorielle. La situation dans le département de la Grand'Anse apparaît donc plus critique que dans le département du Sud, bien que les besoins soient aigus dans les deux. Les différents besoins des populations devraient donc être pris en compte pour l'élaboration d'une réponse humanitaire adaptée.

ANNEXES

Fiches d'information :

- Département de la Grand'Anse : <http://bit.ly/2tQQNjC>
- Département du Sud : <http://bit.ly/2uFewnl>

Termes de référence : <http://bit.ly/2waq7K9>